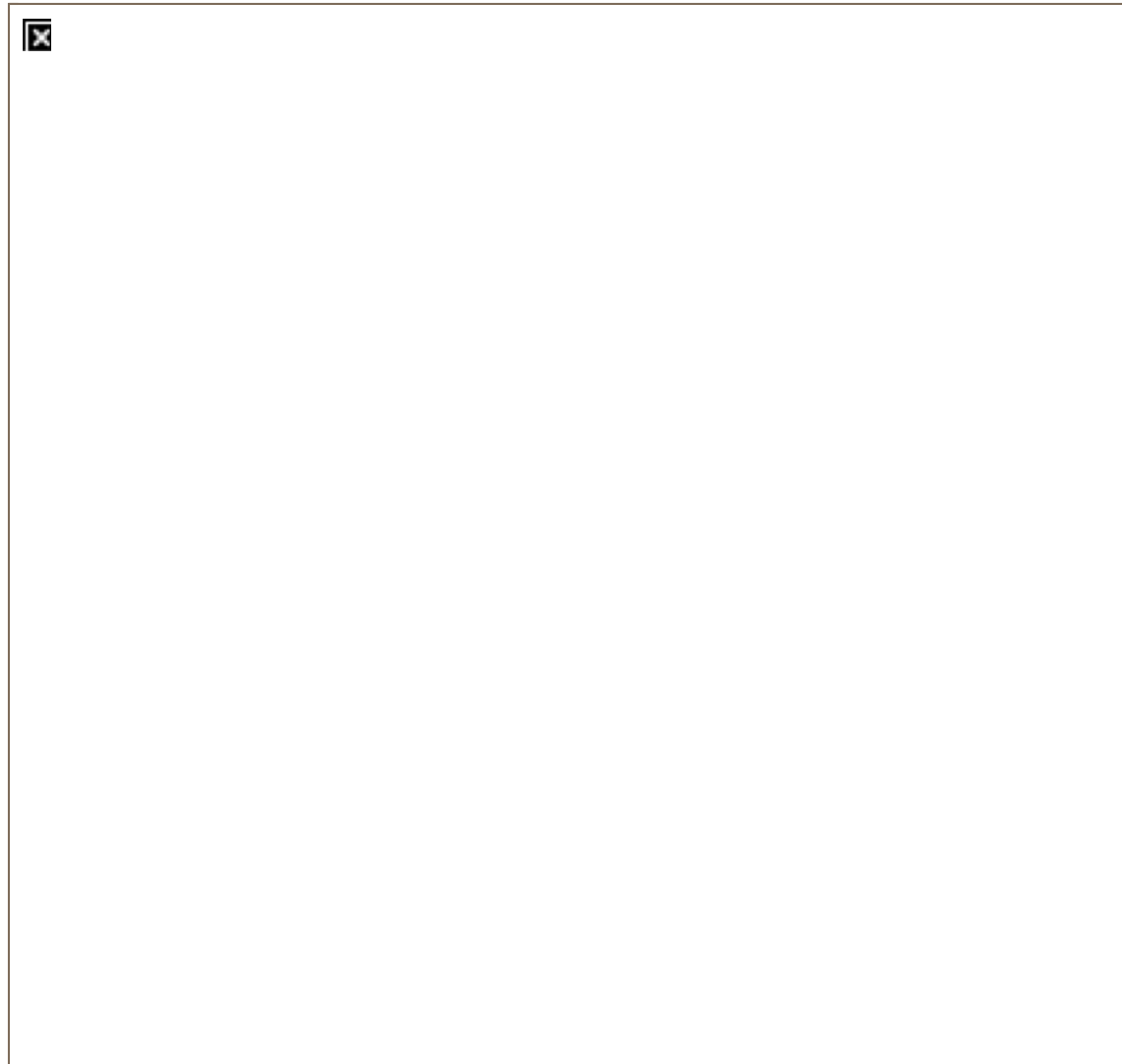


Bioéthique : les anti-PMA en force



Plus de 11 000 personnes ont déjà participé aux débats des Etats généraux. Les partisans d'une ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules peinent à se faire entendre



Le grand amphithéâtre de Sciences Po est comble, ce lundi 26 mars, pour le premier grand débat parisien des Etats généraux de la bioéthique consacrés à la procréation médicalement assistée (PMA), avant la révision programmée de la loi de bioéthique. Quatre experts sont à la tribune : trois sont favorables à l'ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules, dont le professeur René Frydman, " père " du premier bébé-éprouvette, tandis que Jean Leonetti, rapporteur des lois de bioéthique en 2011, défend le maintien du cadre actuel, qui réserve ces techniques aux couples hétérosexuels infertiles. Dès la fin des prises de parole à la tribune, une vingtaine de personnes se pressent vers l'estrade afin de prendre le micro. " *Vous êtes favorables à l'utérus pour tous, vous êtes le représentant de Bienvenue à Gattaca* - film d'anticipation se déroulant dans une société eugéniste - , lance un homme en s'adressant à René Frydman, puis à la salle. *Le monde qu'on vous promet vous fera souffrir !* "

Les prises de position s'enchaînent. Chacun se présente par son prénom. Margaux, étudiante en rhétorique à la Sorbonne, lit un extrait du *Meilleur des mondes*, d'Aldous Huxley, autre œuvre

d'anticipation où les enfants sont conçus en laboratoire. Christelle, qui travaille dans le développement durable, affirme que *"l'empreinte écologique de ces techniques - de procréation - est déplorable"*, Gwenaëlcraint qu'elles fassent *"basculer la procréation dans le marché"*, Christophe s'inquiète d'une *"filiation sans père"*... Une partie de la salle applaudit à tout rompre, l'autre hue. Une atmosphère que déplore Nawal, une lycéenne de 17 ans : *"Il y a beaucoup d'extrêmes, pas beaucoup d'écoute."* Ce qui ne l'empêche pas, comme beaucoup d'autres jeunes présents, d'avoir trouvé la soirée *"intéressante"*.

Le surlendemain à Paris, dans les locaux de l'espace éthique d'Ile-de-France à l'hôpital Saint-Louis, des citoyens lambda, présents à la tribune, donnent leur point de vue dans un court exposé, puis un micro circule dans la salle. Une centaine de personnes est présente. On retrouve Margaux, l'étudiante en rhétorique. Dans l'assistance, Angélique sera quasiment la seule à défendre l'ouverture de la PMA à toutes les femmes : *"Je suis mariée avec une femme et mère de deux enfants conçus par PMA qui se portent très bien !"* Jeudi 29 mars à Rouen, après un débat consacré surtout à l'anonymat du don de gamètes, les points de vue sont plus divers, mais des phrases sont familières. *"A-t-on le droit de priver délibérément un enfant de père ?"*, interroge Alice. *"On va droit vers la GPA - gestation pour autrui -"*, dit un interne en médecine générale, tandis qu'un autre participant évoque...*Bienvenue à Gattaca.*

Dès les premiers grands débats des Etats généraux, qui ont eu lieu à Nantes, Lyon, ou Nice en février, le bruit a couru : la manifestation serait monopolisée par les opposants, en particulier la Manif pour tous. *"Chez eux, il n'y a pas de place pour le doute, ni même pour la discussion, regrette Virginie Rio, fondatrice du collectif Bamp, une association de personnes infertiles ayant eu recours à la PMA. Ils pensent que ce que nous faisons est mal, que nous allons détruire la société."*

" Vision biologisante "

Impossible de savoir si tous les opposants affichés sont sympathisants de l'association constituée en 2012 pour s'opposer au mariage entre personnes de même sexe : ils s'expriment en tant que *"grand-père"*, *"infirmière"*, etc. La présidente de la Manif pour tous, Ludovine de la Rochère, ne revendique pas une présence massive aux Etats généraux. Mais elle se réjouit de leur tournure. *"Tout le monde est appelé à participer, relève-t-elle. Ceux qui s'expriment défendent très largement le droit des enfants à avoir un père."* Sur son site Internet, l'association a cependant lancé un appel clair à ses troupes dès le début : *"Etats généraux de la bioéthique, tous concernés !"*, fournissant calendrier des débats et liens pour s'inscrire. L'association " pro vie " Alliance Vita a fait de même.

Du côté des associations en faveur de la " PMA pour toutes ", la mobilisation est plus difficile. *"C'est déjà compliqué de motiver les gens pour qu'ils parlent de leur quotidien, témoigne Céline Cester, présidente de l'association de familles homoparentales Les Enfants d'arc-en-ciel. Maintenant, avec les retours qu'on a, plus personne n'a envie d'y aller, de peur d'être humilié en public. Ce n'est pas le débat apaisé qu'on nous avait promis."*

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) ne nie pas un climat parfois tendu dans les réunions, prévues jusqu'à fin juin, et dont l'organisation dépend des espaces éthiques régionaux, déclinaisons locales du CCNE. *"A partir du moment où on s'adresse au grand public, tout le monde peut s'exprimer, souligne Marie-Christine Simon, directrice de l'information du CCNE. C'est le jeu démocratique. Il faut y aller !"* Mais l'instance insiste aussi sur le succès des 180 manifestations déjà passées, qui ont réuni plus de 11 000 participants, malgré une communication limitée faute de moyens.

En outre, des échanges apaisés ont aussi lieu, parfois dans des petites villes, comme à Saint-Yriex-la-Perche (Haute-Vienne) le 16 mars, ou à Dinan (Côtes-d'Armor), le 22 mars. Les rencontres organisées avec des publics sélectionnés (groupes restreints, étudiants, lycéens...) permettent des discussions sur le fond, comme lors des débats sur la fin de vie en région Bourgogne Franche-Comté ; à Marseille, où des étudiants en santé ont partagé une journée de questionnement le 16 mars ; à Lille le 21 mars, où des étudiants ont planché sur des cas cliniques...

Quel compte rendu sera fait de ces réunions ? Pour Ludovine de la Rochère, elles démontrent que " *la société n'est pas prête* ", donc que le gouvernement ne doit pas réformer. Dans l'autre camp, l'inquiétude monte. " *Les débats sont faussés !* ", s'alarme Céline Cester. Alexandre Urwicz, président de l'Association des familles homoparen-tales, dénonce " *une vitrine inespérée offerte à l'Eglise pour tenter de faire prévaloir sa vision biologisante de la famille* ", et demande le retrait de la PMA du processus de révision des lois de bioéthique, réclamant un autre véhicule législatif.

" *La synthèse des débats* - attendue début juin - *analysera les arguments mis en avant, sans forcément être dans le quantitatif* ", tempère Marie-Christine Simon. Les débats en régions ne sont par ailleurs qu'un élément des Etats généraux : un panel représentatif de la population rendra un avis (seulement sur la génomique et la fin de vie), plusieurs dizaines d'auditions seront menées par le CCNE et un site Internet recueille les contributions. Plus de 7 000 ont été reçues, dont 3 000 sur la procréation et 6 000 sur la fin de vie.

Gaëlle Dupont

© Le Monde

◀ **article précédent**

Nouvelle mise en cause de la police dans...

article suivant ▶

Sur la fin de vie, les règles sont...